

TRANSPORTS Le Grand Paris Express est à l'origine des perturbations, selon la RATP et la SNCF

Le RER B n'est pas sorti du tunnel

Romain Lescurieux

Cette conférence de presse était attendue, tant la situation était devenue insoutenable pour les quelque 800 000 usagers qui empruntent le RER B quotidiennement. Retards, dysfonctionnements, trains supprimés... Les incidents se sont multipliés ces derniers mois.

Celui de mars a été marqué « par un résultat catastrophique sur la partie sud, avec seulement 76 % de trains à l'heure sur la branche Saint-Rémy et 63 % sur la branche Plessis-Robinson, ces quatre derniers mois », a reconnu, mardi, la présidente (LR) de la région Ile-de-France et du Stif, Valérie Pécresse. Cette dernière a donc demandé des explications à la SNCF et à la RATP.

Selon ces deux opérateurs, les perturbations sont liées au chantier du Grand Paris Express en gare d'Arcueil-Cachan, qui a débuté en février et qui

impose, depuis, une limitation de la vitesse de 30 km/h dans cette zone (contre 90 km/h le reste du temps). Mais « personne ne nous avait prévenu » des conséquences des travaux, argue Valérie Pécresse.

« Nous avons une exploitation très tendue, avec aucune marge au moindre incident majeur », ajoute Philippe Martin, directeur général adjoint de la RATP. Et, malheureusement pour les usagers, il y en a eu. En mars, par exemple, 40 incidents « majeurs » se sont produits – problèmes de caténaires, colis suspect, malaises voyageurs – et ont entraîné de longs retards et des suppressions de trains. Mauvaise nouvelle, les travaux sont prévus jusqu'en novembre.

De l'espoir cet été ?

À l'heure actuelle, ni Valérie Pécresse, ni la RATP, ni le Stif n'avancent aucune solution à court terme, mais ils misent toutefois sur une baisse des incidents



Valinco / Sipa

Une journée comme les usagers en ont connu beaucoup ces derniers temps.

cet été, en raison de l'allègement du flux des voyageurs. Ils veulent en revanche « tirer des enseignements de ce qu'il s'est passé ». Et pour cause. Les travaux du Grand Paris Express vont « durer dix ans » et de nombreux travaux auront un impact potentiel sur le réseau existant. Mardi, Valérie Pécresse a donc demandé que la Société du Grand Paris (SGP), en charge des travaux du Grand Paris Express, tra-

vaille à l'avenir « en concertation avec la région et les opérateurs », qu'elles « se parlent » et que « les heures de pointe soient sanctuarisées ». Enfin, elle a jugé important de réfléchir, « en concertation avec les associations d'usagers », à « un autre choix possible » : l'interruption de circulation pendant « trois ou quatre week-ends » au lieu de réduire la vitesse des trains. ■